

MENTIONS LEGALES CALL A LAWYER

ARTICLE 1 : INFORMATIONS SUR CALL A LAWYER

Le site accessible à l'adresse URL www.callalawyer.fr et l'application accessible via iOS et Android (ci-après dénommés « CALL A LAWYER ») sont édités par la société CALL A LAWYER (ci-après la « Société »), société par actions simplifiée au capital de 10.000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 822 183 711 et dont le siège social est situé 91 avenue de la République à Paris (75011).

Les coordonnées de la Société sont les suivantes :

CALL A LAWYER

91 avenue de la République – 75011 Paris

Téléphone : 06 60 07 28 34

Email : contact@callalawyer.fr

Le directeur de publication est Monsieur François PEKLY, Président de la société CALL A LAWYER.

Le site est hébergé par la société Amazon Web Services Inc, a Delaware limited liability company, dont le siège social est situé 410 Terry Avenue North, Seattle, WA 98109-5210, USA, dont le numéro de téléphone est 001 206 266 7010.

Les personnes pouvant accéder à CALL A LAWYER sont dénommées « les Utilisateurs de CALL A LAWYER ».

ARTICLE 2 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'Utilisateur de CALL A LAWYER se voit conférer un droit d'usage privé et non exclusif du site et de l'application afférente CALL A LAWYER.

L'ensemble des éléments diffusés sur CALL A LAWYER tels que les textes, les photographies, les logos, le son, la charte graphique, l'agencement, les informations, la conception, le graphisme, la présentation et le contenu de CALL A LAWYER, ainsi que les marques, dénominations sociales, noms commerciaux, enseignes, noms de domaine, sans que cette liste soit exhaustive, constituent des œuvres au sens du code de la propriété intellectuelle français. La Société en est la propriétaire et/ou l'exploitante exclusive.

En conséquence, toute représentation ou reproduction, totale ou partielle, de CALL A LAWYER ou des éléments composant le site internet ou l'application mobile, tels les marques, les dénominations sociales, les noms commerciaux, les enseignes, les noms de domaine, les logos, la charte graphique, l'agencement, les informations, les textes, le son, la conception, le graphisme, la présentation et le contenu de CALL A LAWYER, sans que cette liste soit limitative, qui pourrait être faite sans le consentement exprès de la Société ou de ses ayants-droit, est interdite et expose les Utilisateurs de CALL A LAWYER concernés à des poursuites judiciaires.

L'inscription sur CALL A LAWYER n'empporte aucun transfert de droits de propriété intellectuelle au profit de l'Utilisateur de CALL A LAWYER.

ARTICLE 3 : DONNÉES PERSONNELLES

3.1. La Société peut être amenée à collecter directement ou indirectement des données personnelles concernant les Utilisateurs de CALL A LAWYER.

Les informations personnelles des Utilisateurs de CALL A LAWYER collectées directement et dont la saisie est obligatoire font l'objet d'un traitement automatisé aux fins de gestion et d'administration de leur compte sur CALL A LAWYER ainsi qu'au suivi des démarches réalisées par l'Utilisateur sur CALL A LAWYER et à la gestion des relations entre l'Utilisateur de CALL A LAWYER et la Société.

Ces données personnelles sont traitées par CALL A LAWYER ou ses prestataires habilités, conformément aux règles de confidentialité et de sécurité énoncées dans les dispositions légales applicables, dans les limites des conditions générales d'utilisation de CALL A LAWYER.

Ce traitement réalisé par CALL A LAWYER a fait l'objet d'une déclaration auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) sous le numéro 2011271 v 0.

Ces informations personnelles collectées directement seront traitées conformément à la loi n°78-17 informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004. En vertu de ce texte, les Utilisateurs de CALL A LAWYER disposent d'un droit d'accès, de rectification, de modification aux informations personnelles qu'ils ont transmises à CALL A LAWYER. Les Utilisateurs de CALL A LAWYER peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données personnelles les concernant.

Pour exercer ces droits, ils peuvent contacter la Société par email en écrivant contact@callalawyer.fr ou en écrivant à CALL A LAWYER – 91, avenue de la République – 75011 Paris.

3.2. La Société déclare avoir pris toutes les mesures nécessaires pour protéger les données personnelles des Utilisateurs de CALL A LAWYER que ces derniers lui confient.

Dans l'hypothèse où la Société serait amenée à transmettre les données susvisées à un tiers, la Société demandera préalablement le consentement exprès des Utilisateurs de CALL A LAWYER.

ARTICLE 4 : CONNEXION

La Société déclare tout mettre en œuvre pour assurer aux Utilisateurs de CALL A LAWYER un accès optimal à CALL A LAWYER sauf cas de force majeure, événement hors de son contrôle et sous réserve des périodes de maintenance et des pannes éventuelles.

La Société ne peut être rendue responsable des problèmes de connexion propres au matériel des Utilisateurs de CALL A LAWYER ou liés à une défaillance du fournisseur d'accès Internet utilisé. Les Utilisateurs de CALL A LAWYER s'assurent de la bonne marche des appareils qu'ils utilisent pour accéder à CALL A LAWYER et que ceux-ci ne contiennent aucun virus.

Les Utilisateurs de CALL A LAWYER utilisent les contenus publiés sur CALL A LAWYER sous leur seule responsabilité, les informations figurant sur CALL A LAWYER étant fournies à titre indicatif.

ARTICLE 5 : SITES TIERS / LIENS HYPertexte

Les pages de CALL A LAWYER peuvent contenir des liens hypertexte renvoyant vers des sites internet tiers, gérés par des sociétés distinctes de la Société, sur lesquelles la Société n'exerce aucun contrôle.

Par conséquent, la Société décline toute responsabilité quant au contenu de ces sites tiers, l'usage qui pourrait en être fait ainsi que le contenu vers lequel ces sites tiers peuvent renvoyer.

Si un Utilisateur de CALL A LAWYER souhaite introduire sur CALL A LAWYER un lien hypertexte à destination d'un site tiers, autre que le site de l'un des avocats membre de CALL A LAWYER, il doit préalablement en demander l'autorisation à la Société.

De même, les liens hypertexte tiers renvoyant à CALL A LAWYER devront être supprimés sur demande de CALL A LAWYER.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS

La Société se réserve la possibilité de modifier ou compléter les présentes mentions légales à tout moment et sans préavis.

Les Utilisateurs de CALL A LAWYER sont tenus de consulter régulièrement les présentes mentions légales.

Dernière mise à jour : 14 mars 2017